

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AVITAIR (ex SHELL)

Tour Pacific
11/13 Cours Valmy
92800 Puteaux

Références : D-2026-0061
Code AIOT : 0006402241

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement AVITAIR (ex SHELL) implanté Dépôt pétrolier AVITAIR Aeroport Marseille Provence 13700 Marignane. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVITAIR (ex SHELL)
- Dépôt pétrolier AVITAIR Aeroport Marseille Provence 13700 Marignane
- Code AIOT : 0006402241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historiquement présent depuis 1956, la société AVITAIR (filiale de SHELL) exploite un dépôt pétrolier de réservoirs en « petite » capacité (réservoirs semi-enterrés doubles enveloppes) destiné à l'avitaillement des avions circulant sur l'Aéroport Marseille Provence (AMP)

Le site d'AVITAIR est régulièrement autorisé par différents arrêté préfectoraux :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 31 août 2004 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2015 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2021 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2024.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 14/06/2024, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 14/06/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 31/08/2004, article Art. 7.7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques de la nomenclature des installations classées	Arrêté Préfectoral du 14/06/2024, article 2	Sans objet
4	Vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 31/08/2004, article 7.4.2	Sans objet
6	Système d'alerte	Arrêté Préfectoral du 31/08/2004, article 7.7.5.1	Sans objet
7	Localisation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des risques.	article 48	
8	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
10	Accès des secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence que les travaux, dont les principales réalisations consistent à la mise en place de 3 nouvelles cuves de JET A1 et à la mise en place d'un stockage de gasoil pour camions dans une cuve désaffectée anciennement utilisée pour stocker de l'Avgas, ne sont pas à ce jour finalisés. La fin des travaux et la mise en service des nouveaux équipements est prévue pour la fin du second trimestre. Ainsi il est demandé à l'exploitant de communiquer les documents mis à jour suivants relatifs à l'installation à l'échéance prévue des travaux :

- le plan des zones à risque ;
- le plan des tuyauteries ;
- le plan des équipements et moyens de lutte pour l'incendie ;
- le plan des réseaux, rétention et confinement des eaux d'incendie.

Par ailleurs, il a été observé que l'exploitant procède au passage aérien de tuyauteries (initialement en caniveau), élément non porté à la connaissance de M. le préfet et de l'inspection des Installations Classées. Par conséquent, il est demandé de justifier que cette modification n'est pas à l'origine de modifications des scénarios pris en compte dans l'étude de danger, notamment en termes de probabilités dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques de la nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2024, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques			
Prescription contrôlée :			
Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :			
Le classement du site selon les rubriques de la nomenclature des installations classées est mis à jour dans le tableau suivant :			
Rubriques ICPE	Situation autorisée		
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime

		et volume d'activité	
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; k é r o s è n e s (c a r b u r a n t s d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de c h a u f f a g e domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires e n m a t i è r e d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t</p>	<p>Cuves enterrées présentant une capacité de stockage de jet A1 de 860 m³ soit 694,45 tonnes</p> <p>Cuves enterrées présentant une capacité de stockage de Gasoil de 25 m³ soit 20,75 tonnes</p> <p>Quantité totale 715,2 tonnes</p>	DC
1434-1	<p>L i q u i d e s inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ⁽¹⁾,</p>	<p>Postes de chargement de camions avitailleurs</p> <p>Débit maximum des installations susceptibles de</p>	A

	fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m ³ /h	susceptibles de fonctionner simultanément 265 m ³ /h	
--	--	---	--

(*) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique, NC : Non classé

Constats :

L'inspection a pu constater que les travaux de modification décrits dans le porter à connaissance de l'exploitant transmis en novembre 2023 et ayant conduit à l'APC du 14/06/2024 ne sont pas encore finalisés. La fin des travaux est prévue pour la fin de second trimestre 2026.

Toutefois l'exploitant a pu confirmer que les travaux étaient conformes à ce qui était décrit dans leur dossier, avec des quantités correspondantes au classement ICPE décrit dans leur AP.

Ainsi à terme (après mise en service des cuves nouvellement installées), seront installées :

- 3 cuves de 120 m³ et 5 cuves de 100 m³ (dont 3 en attente) de Jet A1 pour un total de 860 m³
- 1 cuve de 25m³ Gasoil (HVO)

En termes de volumes de distribution, l'exploitant a indiqué que la station serait en capacité de

délivrer 259 m³/h de Jet A1 auquel il faut ajouter 5m³/h de gasoil.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2024, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Installations

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 septembre 2015 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- Zone 2 : Zone enterrée de stockage hydrocarbures Ouest, incluant la pomperie associée :
 - 2 réservoirs horizontaux double enveloppe contenant du jet A1 de capacité unitaire 100 m³ (R8 et R9)
 - 1 réservoir simple enveloppe stratifié contenant du gasoil de capacité 25 m³ (R2)+ installation de distribution de carburant Gasoil à destination des camions assurant un débit maxi de 5 m³/h et
- Zone 3 : Zone enterrée de stockage hydrocarbure Est, incluant la pomperie associée :
 - 3 réservoirs horizontaux double enveloppe contenant du jet A1 de capacité unitaire 100 m³
- Zone 4 : Zone enterrée de stockage hydrocarbure Est, incluant la pomperie associée :
 - 3 réservoirs horizontaux double enveloppe contenant du jet A1 de capacité unitaire 120 m³

Chaque réservoir dispose a minima :

- d'un système jaugeur avec une alarme sonore et lumineuse de niveau haut de sécurité et de niveau haut opérationnel prévenant le personnel chargé de la surveillance.
- D'une sonde anti-débordement avec 2 seuils de sécurité de niveau très haut
 - 1^{er} seuil : fermeture de la vanne pilotée sur la ligne d'alimentation de la cuve ;
 - 2^e seuil : coupure de l'alimentation électrique de la pompe de remplissage de la cuve.

Chaque ligne d'alimentation des cuves dispose d'une vanne de fermeture motorisée avec sécurité anti-débordement.

L'ensemble des équipements motorisés fait l'objet d'un contrôle périodique permettant de s'assurer du bon fonctionnement des installations. Le contrôle est réalisé au moins une fois par mois par l'exploitant qui trace les résultats de ces contrôles.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les modifications prévues dans le dossier de porter à connaissance transmis en novembre 2023 et ayant conduit à l'APC du 14/06/2024 ne sont pas encore finalisés.

Les 3 nouvelles cuves de Jet A1 de la zone de stockage hydrocarbures Est (zone 3) ont été mises en place mais ne sont pas encore mises en service.

La zone de chargement (zone 6) a fait l'objet d'un élargissement mais des travaux sont toujours en cours, notamment pour permettre le passage de la tuyauterie en aérien.

Au niveau de la zone de stockage hydrocarbures Ouest (zone 2), le produit stocké dans le

réservoir R1 est désormais du HVO. Des travaux sont également en cours pour modifier la pomperie et la tuyauterie associées.
Il n'était pas prévu de modifications sur les autres zones du dépôt.

Les modifications en cours ou projetées sont conformes à ce qui était prévu au dossier de porter à connaissance transmis à l'inspection des IC, à l'exception d'un point qui n'avait pas été mentionné. L'inspection prend note que des modifications sont en cours concernant les tuyauteries du site, qui passeront désormais par voie aérienne (elles étaient préalablement installées en caniveau). En l'absence de mention de cette modification dans son dossier, l'inspection s'interroge sur l'incidence de cette modification sur les scénarios pris en compte dans leur étude de danger, notamment en termes de probabilité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du passage en aérien des tuyauteries au niveau des baies de chargement, l'exploitant s'assurera de vérifier si celles-ci sont soumises à la réglementation sur le PMII (Plan de Modernisation des Installations Industrielles) ainsi que les ponts de tuyauterie (cf. art. 5 et 6 de l'AM du 04/10/2010).

Il revient également à l'exploitant de s'assurer que cette modification n'est pas à l'origine de modifications des scénarios pris en compte dans leur étude de danger, notamment en termes de probabilités. Il est demandé à l'exploitant d'apporter une réponse sur ce point dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 31 août 2004 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'ensemble des eaux pluviales sont collectées dans le bassin d'orage d'une capacité de 33 m³. Ce bassin d'orage est relié à un système de séparateur d'hydrocarbure, muni d'un dispositif d'obturateur automatique, et conforme aux normes en vigueur, avant rejet des eaux dans le réseau de collecte de l'aéroport.

Les eaux résiduelles respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet dans le réseau pluvial général).

Point de rejet référencé : sortie du séparateur/décanteur.

Température maximale : 30 °C.

pH: compris entre 5,5 et 8,5

Paramètre	Code SANDRE	Rejet sortie séparateur/décanteur	
Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)		
Matières en suspension (MES)	1305	35	
DCO	1314	300	< 100
DBO5	1313	100	< 30
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	5	(*)

(*) VLE fixée à 10 mg/l si flux > 0,1 kg/j

L'exploitant procède à un contrôle de ses rejets par un organisme agréé au moins une fois par an. En cas de dépassement de ces seuils, l'exploitant identifie les causes et met en œuvre les solutions permettant de revenir à une situation conforme. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées..

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats d'analyse, qu'il réalise trimestriellement, en sortie de 3 séparateurs d'hydrocarbures :

- garage n°1
- garage n°2
- dépôt.

Il est à noter que les séparateurs "garage" ne sont pas mentionnés dans les arrêtés régissant le site. Ceux-ci sont localisés à l'Ouest du dépôt au niveau du bâtiment "A24" au niveau de l'atelier et de la zone de stationnement des camions avitailleurs.

Les résultats ne mettent pas en évidence de dépassement des VLE.

L'exploitant a également communiqué un document attestant du nettoyage des 3 séparateurs et du débourbeur (aujourd'hui démantelé) en date du 3 septembre 2025, et le Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) relatif à l'élimination des déchets correspondants (5,56 tonnes de liquides hydrocarbonés) daté du 03/09/2025. Il a précisé que l'opération de curage était réalisée

annuellement.

Un système d'obturateur est présent en aval du bassin, celui-ci figure notamment sur les plans de réseaux. Il est testé régulièrement (de même que l'obturateur des 2 autres séparateurs). Le registre de test de l'obturateur afin de vérifier le fonctionnement des voyants, la fermeture de la vanne, et la fermeture automatique lors d'une coupure de courant pour l'année 2025 et janvier 2026 a été présenté et communiqué à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de la présence de 2 séparateurs dont l'inspection des Installations Classées n'avait pas connaissance, il est demandé la fourniture sous un mois du plan des réseaux d'eaux pluviales afin de pouvoir identifier les eaux interceptées par ces équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2004, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention, en particulier contre l'incendie, font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- le dernier rapport de vérification des extincteurs daté du 25/11/2025. Lors de la visite, il a pu être vérifié par sondage sur les appareils présents sur le site (y compris ceux équipant un camion avitailleur) que ceux-ci avaient bien fait l'objet de vérification à la date indiquée ;
- le registre de contrôle d'alarme de niveau haut des cuves n°8, 9, 14, 15 et 16 (les nouvelles cuves n'ayant pas encore été mises en service ne sont pas encore contrôlées) a été communiqué à l'inspection mettant en évidence la vérification mensuelle pour l'année 2025 et janvier 2026 de la fermeture de la vanne pilotée et le fonctionnement de l'alarme visuelle et sonore en cas de dépassement.

Le site est ouvert 24/24, avec la présence permanente de personnel spécialisé AVITAIR, y compris la nuit entre 23h et 5h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ressource en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2004, article Art. 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et mousse
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• 3 bornes incendie munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques (environ une soixantaine), doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente. Par ailleurs, les camions avitailleurs sont équipés de 2 extincteurs à poudre et d'un extincteur au dioxyde de carbone.
Constats : L'exploitant a communiqué les documents relatifs au contrôle réalisé par la SEM les 4, 5 et 16/09/2025 des bornes incendie de son site à savoir les bornes 5, 6 et 8 au niveau du dépôt pétrolier, et les bornes 7, 80 et 83 localisées vers le garage et le dépôt SASCA. Il est à noter qu'une des bornes localisée au Sud-Est du dépôt pétrolier sur le plan des équipements incendie n'est pas mentionnée dans ces documents. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la présence de cette borne et le cas échéant de faire procéder à son contrôle. Les extincteurs ont été observés sur le site (cf. point de contrôle n°4). Des réserves de sable avec pelles ont également été constatées lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'existence de la borne incendie localisée sur le plan de sécurité incendie (Annexe 5 du PAC de novembre 2023) et de faire procéder à sa vérification dans un délai de 3 mois le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Système d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/08/2004, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte
Prescription contrôlée : Deux boutons coup de poing sont installés au centre du site au niveau de la centrale d'alarme et

au niveau du comptoir d'accueil à l'intérieur des bâtiments. Ils ont pour action de couper l'alimentation électrique des installations, stoppant ainsi les pompes. Ils déclenchent simultanément une alarme sonore dans le site, et au centre de sécurité incendie de l'aéroport.

Constats :

L'exploitant a présenté le registre de vérification pour l'année 2025 et janvier 2006 des boutons :

- arrêt d'urgence Est P4
- arrêt d'urgence Est P10
- arrêt pompes du stockage Est (réception, réception JET et chargement JET)
- arrêt d'urgence Ouest (HS en lien avec les travaux d'aménagement en cours)
- arrêt pompes du stockage Ouest (Avgas (HS), réception JET, chargement JET)

L'exploitant a indiqué que le bouton poussoir incendie localisé au niveau du bureau d'exploitation et relié à la centrale incendie de l'aéroport était testé 1 fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Le plan de localisation des risques a été transmis à l'inspection des IC. Il est à noter que ce plan n'est pas à jour compte tenu des modifications en cours. Il est ainsi demandé la transmission du plan modifié après modifications finalisées d'ici la fin du second trimestre.

Lors de la visite, il a été constaté que les zones ATEX étaient indiquées avec la mention du port des EPI obligatoire. Ce marquage doit être maintenu durant les travaux pour les zones concernées, et mis à jour préalablement à la mise en service des nouveaux équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation. L'exploitant a alors présenté le classeur à disposition au niveau du bâtiment d'exploitation et dans lequel sont classées l'ensemble des procédures à suivre en cas d'urgence. L'inspection a consulté par sondage les procédures relatives à un incendie et en cas de déversement accidentel au niveau du dépôt.</p> <p>La liste des personnes à contacter et les numéros d'appel étaient également affichés au niveau du bâtiment d'exploitation.</p> <p>Il est à noter que le dispositif d'isolement du réseau de collecte est automatique et que celui-ci est testé mensuellement (cf. PC n° 3).</p> <p>L'exploitant a indiqué procéder à 6 exercices par an relatifs aux situations d'urgence (4 théoriques, et 2 réels l'un relatif à la sûreté et l'autre à la sécurité).</p> <p>L'inspection a demandé la transmission du compte rendu du dernier exercice réalisé le 23/10/2025. Le scénario retenu correspond à un départ de feu pendant le chargement électrique d'un camion AVGAS sur la borne de recharge électrique (IRVE). Durant cet exercice, les services d'incendie de l'aéroport ont également été sollicités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les plans, en particulier, pour les installations concernées ; -les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;

<p>[...]</p> <p>-le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;</p> <p>-le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;</p> <p>[...]</p> <p>-le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite il a été demandé de communiquer les plans relatifs à l'exploitation du dépôt de carburants concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des zones à risque ; • le plan des réseaux, rétention et confinement des eaux d'incendie ; • le plan des tuyauteries ; • le plan des équipements et moyens de lutte pour l'incendie. <p>L'exploitant a pu présenter des plans correspondant à la demande mais il est à noter que compte tenu des travaux en cours, ceux-ci devront être mis à jour une fois les travaux finalisés.</p> <p>Concernant le plan des zones à risque, l'exploitant a communiqué un plan des zones ATEX. Il est toutefois rappelé que les plans des zones à risques doit intégrer la description des dangers pour chaque installation présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé la transmission des plans mis à jour à l'issue des travaux et prévus à fin juin 2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des zones à risque ; - le plan des réseaux, rétentions et confinement des eaux d'incendie ; - le plan des tuyauteries ; - le plan des équipements et moyens de lutte pour l'incendie. <p>Le plan des zones ATEX devra également être actualisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 10 : Accès des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, accès des secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Accessibilité au site et circulation.</p>

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

[...]

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats :

Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'obstacles à l'intervention des services d'incendie et de secours, hormis ceux engendrés par la zone de travaux.

Type de suites proposées : Sans suite